

Soutenir la propriété – renforcer la liberté



Non aux expropriations, oui à la protection de la sphère privée

La garantie de la propriété privée est l'une des tâches les plus importantes d'un Etat libéral et démocratique. L'UDC s'engage à ce que les citoyens puissent disposer librement des biens matériels et immatériels qu'ils ont acquis. Il s'agit notamment de veiller à ce que l'État laisse autant d'argent que possible à ses citoyens afin que ces derniers puissent en disposer librement. Mais la défense de la sphère privée des citoyennes et des citoyens devient elle aussi de plus en plus importante. Le citoyen transparent est une notion à rejeter.



“ Je veux décider moi-même ce que je fais avec mon salaire. L'Etat doit s'occuper de ses tâches centrales et me laisser en paix pour le reste. Baissez les impôts et les redevances afin qu'il reste plus d'argent aux familles et à la classe moyenne. ”

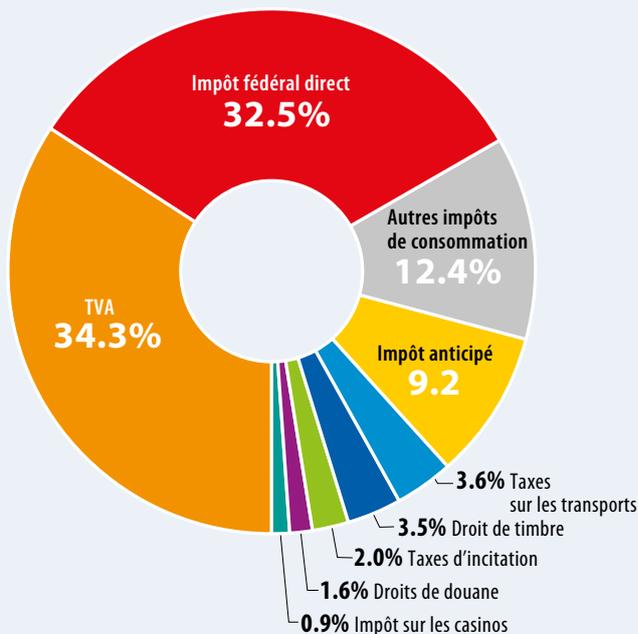
Contre la redistribution à la mode socialiste

Celui qui travaille, qui a mis de l'argent de côté en assumant ses responsabilités et qui veut en profiter par la suite a toutes les raisons de se méfier de la politique voulue par la gauche. La grande majorité des interventions socialistes visent à prendre de l'argent aux uns pour le redonner à d'autres, donc à priver les gens de la propriété qu'ils ont acquise. Le mode de réflexion de la gauche politique est le plus matérialiste et le plus égoïste qui soit, car ces milieux croient que tous les problèmes peuvent être résolus en prenant l'argent des autres. Qu'il s'agisse de l'intégration des étrangers, des retraites anticipées, de la garde extrafamiliale des enfants, des écoles de jour, du congé parental ou des logements sociaux, tout est pour la gauche une question d'argent dont la classe politique doit pouvoir disposer pour le redistribuer.

L'Etat poursuit son expansion

L'Etat n'a cessé de s'étendre ces dernières années et la densité de la réglementation a considérablement augmenté. Preuve en est notamment l'augmentation massive de la quote-part fiscale (somme de tous les impôts, taxes et redevances par rapport au produit intérieur brut). Nous travaillons durant une partie de plus en plus grande de l'année pour payer les impôts, taxes et redevances. L'Etat s'attribue un nombre croissant de tâches qui étaient autrefois assumées par le secteur privé. Nous travaillons cinq mois par an pour l'Etat. La Suisse se classe dans ce domaine au-dessus de la moyenne de l'OCDE.

66.3 milliards de francs d'impôts par an pour la Confédération en 2018



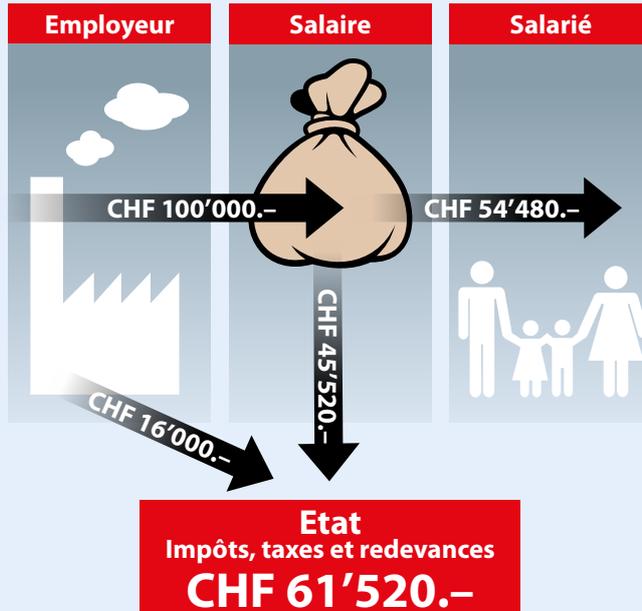
Source: budget 2018

Plus de liberté en matière de propriété foncière

La propriété privée des Suissesses et des Suisses est menacée par une charge fiscale toujours plus lourde. L'acquisition d'un logement pour un usage personnel est compliquée par des exigences et restrictions imposées par l'Etat. Les locataires en pâtissent également, car des logements à des prix équitables ne sont créés

que si les investissements, la construction et la rénovation sont rentables. Sur un marché totalement sur-réglementé par le droit du bail, les lois de l'offre et de la demande ne jouent plus. Qui plus est, des exigences sans cesse nouvelles en termes d'énergie et de sécurité ainsi que la hausse des taxes et redevances accroissent les frais de logement de toute la population.

Les couples avec deux enfants travaillent plus que six mois pour l'Etat!



| Revenu effectif du couple: | 116'000.00 CHF |
|--|----------------------|
| Pourcentage employeur (AVS, AI, APG, AC, caisse de pension, assurance-accident professionnel et non professionnel, allocations familiales) | - 16'000.00 |
| Pourcentage salarié | - 14'000.00 |
| Primes d'assurance-maladie | - 11'500.00 |
| Impôt sur le revenu (moyenne nationale) | - 8'700.00 |
| Impôt fédéral direct | - 220.00 |
| TVA sur les dépenses de consommation (denrées alimentaires, vacances, restaurant, téléphone, vêtements, meubles, abonnements journaux, etc.) pour environ 40'000 francs | - 3'000.00 |
| Impôts sur les véhicules à moteur et sur les huiles minérales, vignette autoroutière, droit de douane sur la voiture | - 1'500.00 |
| Impôt sur le tabac (1 paquet de cigarettes par jour) | - 1'600.00 |
| Diverses taxes et redevances (taxes déchets et eaux usées, droit de timbre, assurance-maladie complémentaire, impôt sur les billets, impôt sur l'alcool, impôt pour le chien, franchises dans les coûts de la santé, etc.) | - 5'000.00 |
| Revenu après déduction des prélèvements obligatoires | 54'480.00 CHF |
| Taux de prélèvement | 53% |

De moins en moins de vie privée

La gauche et les autres partisans du tout à l'Etat veulent nous prendre non seulement notre propriété, mais aussi nous priver de notre sphère privée : suppression du secret protégeant les clients des banques, échange automatique de renseignements bancaires, restriction des paiements en argent liquide, surveillance constante des citoyennes et citoyens. Avec un sans-gêne croissant l'Etat pénètre dans notre vie privée. Le but est toujours d'éduquer les citoyens et de tirer un maximum d'argent de leurs poches. L'UDC n'accepte pas ce développement.

La sphère privée des citoyennes et citoyens doit être respectée et protégée. L'UDC soutient donc les efforts visant à inscrire la protection de la sphère privée dans la Constitution fédérale. Elle se bat aussi avec détermination pour la sauvegarde du

secret protégeant les clients des banques en Suisse et contre l'extension des moyens permettant à l'Etat d'intervenir dans la sphère privée des citoyens et de les surveiller.

Renforcer la propriété privée

L'UDC s'engage de toutes ses forces pour que les citoyens puissent disposer librement des biens matériels et immatériels qu'ils ont acquis. Faute d'une propriété privée garantie par la Constitution, tant le droit à l'autodétermination de l'individu que l'existence d'une société libérale et prospère relèvent du domaine de l'impossible. L'histoire ne cesse de nous le rappeler : dès qu'un Etat ne garantit plus la propriété de ses habitants, voire les en prive, la vie et l'intégrité physique des personnes sont elles aussi menacées.

Moins de redistribution imposée par l'Etat

L'UDC se bat aussi contre l'extension de la redistribution. Un Etat libéral et misant sur la responsabilité individuelle doit veiller à ce que chaque citoyen puisse disposer aussi librement que possible de sa propriété et de son argent et les engager comme bon lui semble. L'UDC ne veut pas d'un Etat qui tire des poches des citoyens un argent durement gagné pour le redistribuer à sa guise – même si l'intention paraît a priori bonne. Le citoyen sait parfaitement lui-même comment et où il peut dépenser son argent sous sa propre responsabilité. Le minage de ce principe conduit tout droit au socialisme, donc vers un Etat qui accapare la propriété des citoyens pour s'en servir à des fins fixées par lui.



Moins de bureaucratie dans la planification et la construction

Dans le secteur immobilier l'UDC demande un assouplissement aussi bien des prescriptions d'exploitation relevant du droit de bail que des contrôles des loyers. La propriété d'un logement pour l'usage personnel doit être encouragée par des

incitations fiscales. L'imposition de la valeur locative actuellement en vigueur est hostile à la propriété foncière et doit donc être supprimée. L'UDC refuse la construction de logements sociaux subventionnés par l'Etat. Il en résulte toujours des effets de distorsion de la concurrence qui entravent les investissements privés.

Positions

L'UDC ...

- s'engage pour un minimum d'interventions et de prescriptions de l'Etat;
- accorde une place importante à la protection de la propriété privée;
- combat les tendances de l'Etat à restreindre l'utilisation d'argent liquide et s'oppose aussi à la mainmise de l'Etat sur les économies et les fonds des caisses de pension;
- s'oppose à des réglementations hostiles à la propriété dans le droit du bail et de la construction ainsi que dans le domaine immobilier;
- soutient la suppression de l'imposition de la valeur locative qui pénalise la propriété du logement;
- exige un tassement des taux de progression fiscaux;
- défend la propriété intellectuelle, base essentielle de la recherche et de la production industrielle en Suisse;
- s'engage pour la protection de la sphère privée et contre les excès de la surveillance que l'Etat exerce sur les citoyens.

+ Avantages

Ce que cela me rapporte :

- ✓ comme citoyen, le droit à l'autodétermination;
- ✓ comme famille, des moyens financiers supplémentaires;
- ✓ comme salarié ou rentier, une baisse de la charge des impôts et redevances;
- ✓ comme propriétaire de mon logement, la garantie de ma propriété;
- ✓ comme client d'une banque, la protection de ma sphère privée;
- ✓ comme chef d'entreprise, le fruit de mes développements et innovations;
- ✓ comme assuré d'une caisse de pension, la garantie que le capital que j'ai versé reste ma propriété.